

Protection des animaux, environnement et ressources

Introduction de Hansuli Huber, Dr sc. nat, responsable Domaine technique de la Protection Suisse des Animaux PSA, Bâle, à l'occasion du 15^e congrès PSA consacré aux animaux de rente «Détention en plein air: conformité à l'espèce et à l'écologie» du 25 avril 2013 à Olten

En plus des considérables manquements du point de vue de la protection des animaux, la production industrielle d'animaux dans le monde entier se caractérise par une forte pression sur l'environnement et un gaspillage croissant des ressources. L'impact sur le climat est incontesté. On sait également que le passage des pâturages aux terres arables que ce soit à des fins d'alimentation humaine ou de fourrage pour la production laitière ainsi que la fabrication synthétique d'engrais artificiels azotés et leur utilisation entraînent des émissions de CO₂ et de protoxyde d'azote (gaz hilarant) dans l'atmosphère. Voilà pourquoi l'extension croissante sur toute la planète de surfaces agricoles à des sites inappropriés notamment pour la production industrielle de fourrage destiné aux fabriques d'animaux, joue un rôle crucial pour le climat.

Le déboisement mondial des forêts tropicales pour en faire des pâturages et la transformation de prairies vertes naturelles et extensives comme les steppes, les savanes, la pampa en terre arable (notamment pour y planter du soja et des céréales) sont la cause d'environ 20% de toutes les émissions de gaz de serre. Le libre commerce favorise la production et le transport de concentrés pour les animaux de rente, qui a un effet délétère sur le climat. La Suisse importe depuis les dix dernières années de plus en plus de concentrés venant de régions productrices problématiques en matière de protection de l'environnement et du climat. La réaffectation de steppes et d'autres surfaces herbeuses naturelles à l'agriculture pourrait n'être qu'un phénomène passager étant donné que généralement il s'agit de monocultures pratiquées sans grand ménagement du sol. Il est donc envisageable que l'érosion enlèvera la mince couche d'humus fertile et qu'ensuite les surfaces ne pourront plus être utilisées ni pour l'agriculture ni pour les pâturages.

Il faut différencier la production industrielle d'animaux de la détention agricole, appropriée au site et respectueuse des animaux, qui se fonde en première ligne sur la consommation de fourrage grossier chez les vaches, bovins, moutons, chèvres et chevaux et sur une utilisation restreinte des concentrés. Ces types de détention animale proche de la nature sur les pâturages n'ont pas d'impact négatif sur le climat, mais contribuent à ce que le CO₂ soit stocké dans l'humus du sol. Les ruminants produisant lait et viande sur les pâturages ne sont pas des concurrents de l'alimentation humaine étant donné qu'ils se contentent de prairies et pâturages permanents qui ne sont souvent pas utilisables pour l'agriculture et d'herbes que l'homme ne peut pas digérer. Une détention paysanne avec une utilisation raisonnable des pâturages et une agriculture proche de la nature, tels que les exploitations bio et PI, font par conséquent partie de la résolution des problèmes climatiques. La Suisse justement avec son taux élevé de prairies, de pâturages et de régions alpines (moins d'un tiers de la surface agricole utile est arable) offre les conditions optimales dans ce sens.

Impact sur l'environnement

On part de l'hypothèse que 15% des émissions de CO₂ causées par l'homme dans le monde entier sont imputables à la détention des animaux de rente. Puisqu'il y a 1 sur 1000 bovins et porcins détenus vivent en Suisse, leur influence est très modeste. Si l'on interdisait ici de détenir des animaux de rente, on pourrait économiser seulement 0,015% des émissions totales de CO₂.

D'aucuns prétendent que la Suisse est «surpeuplée» d'animaux; or les 1,3 million d'unités de gros bétail (UGB) se répartissent sur 1,1 million d'ha de surface agricole ce qui donne un ratio d'occupation de 1,2 UGB/ha. Néanmoins la détention de bétail en Suisse présente un

problème relativement important pour l'environnement et plus précisément pour les eaux, l'air et le sol dans les cantons qui, au cours des années écoulées, en dépit d'une concentration déjà forte d'animaux, n'ont pas mis un frein à l'augmentation de détentions intensives. Le canton de Lucerne est tout particulièrement concerné par des régions où de très hautes densités animales s'accumulent avec la production de lisier qui va de pair. Il en va de même dans les cantons AI, SG, TG, ZG, OW, NW et FR avec 2 ou plus d'UGB/ha. En revanche, tous les autres cantons sont au dessous de la barre de 1,0 UGB/ha. Dans les régions avec trop d'animaux de rente, on constate en raison du fumier un excédent d'azote et de phosphore dans les eaux de surface et les eaux souterraines et un excédent d'ammoniac dans l'air. Des résidus de médicaments humains et vétérinaires peuvent eux aussi aboutir dans le sol et l'eau.

Utilisation d'aliments concentrés

L'utilisation de céréales, de maïs, de soja, de pommes de terres, de betteraves etc. dans l'alimentation des animaux de rente n'est en soi pas un mal. Parmi tous les animaux de rente, les volailles sont les transformateurs les plus efficaces des céréales en œufs ou en viande. Dans la production des plantes pour la consommation humaine, une grande partie des résidus peuvent être utilisés de façon optimale par les porcs qui sont les «recycleurs par excellence». Par contre, l'utilisation croissante de concentrés pour des consommateurs de fourrage grossier dans la production laitière et carnée est extrêmement discutable.

Au milieu des années 70 du siècle passé, les importations et l'utilisation d'aliments concentrés en Suisse ont atteint des chiffres record. Tout juste 1,5 million de tonnes ont été importées, 500 000 tonnes supplémentaires produites en Suisse, au total donc environ 2 millions de tonnes ont atterri dans les auges des animaux. Vingt ans après, 350 000 tonnes seulement ont été importées. Entretemps, l'importation et tout particulièrement celle de fourrages riches en protéines comme le soja augmente chaque année pour atteindre presque le triple de la quantité importée il y a quinze ans, soit 1 million de tonnes! Ces aliments croissent à l'étranger sur une surface de 250 000 ha, ce qui correspond à la moitié du canton du Tessin.

L'évolution des céréales fourragères suisses a suivi une trajectoire inverse. La quantité produite est passée de 800 000 tonnes en 1995 à 550 000 tonnes aujourd'hui dont 70 000 tonnes de fourrage protéiné. La demande suisse ne représente que 0,3% de la quantité de soja dans le commerce tandis que l'UE et la Chine à elles seules absorbent 60%, soit 200 x plus. Le fait qu'en Suisse on ne subventionne pas davantage la culture de fourrage laisse songeur et ce d'autant plus que les sortes actuelles de soja supportent le climat de notre pays. En lieu et place, les importations de protéines ont triplé et les importations de soja se sont même décuplées. Il y a de nombreuses raisons à cela, notamment l'augmentation du rendement des animaux de rente, l'extension de la production de lait et de viande, la réduction de la part en farine de poisson dans les rations pour mettre un frein à la surpêche dans les mers du globe depuis la crise de l'ESB et l'interdiction de nourrir les porcs avec les eaux grasses depuis 2011 ainsi que les prix relativement bas des fourrages importés.

Gaspillage des ressources

En Suisse également, trop de ressources sont encore gaspillées dans la production et la distribution de denrées alimentaires. Cela commence déjà à l'écurie. Les rendements très élevés exigés réduisent de plus en plus la durée de vie des vaches, des porcs et des poules, ce qui a pour conséquence que chaque année de plus en plus d'animaux doivent être élevés pour remplacer la génération précédente qui disparaît de plus en plus rapidement. Il faut plus d'aliments, plus d'espace pour les écuries, plus d'énergie et plus de travail en raison de cette surexploitation des animaux!

On ne parle presque jamais du fait que de 30 à 50% de la production alimentaire mondiale

finissent à la poubelle au lieu de nourrir les êtres humains. En d'autres termes, il serait tout à fait possible non seulement de nourrir l'ensemble de l'humanité avec la production actuelle, mais encore en 2050, où un hectare de terre agricole devrait nourrir 5,5 personnes au lieu des 4,5 actuelles.

Dans les pays plus pauvres, le problème des déchets découle au premier chef des moyens de stockage insuffisants, par exemple des céréales, entraînant la pourriture d'une grande partie. Chez nous, la mentalité du tout à la poubelle commence déjà aux champs et dans l'écurie où les pommes de terre, les pommes, les salades et les œufs trop grands ou trop petits sont déclassés. En l'occurrence, le commerce définit des critères qui n'ont rien à voir avec la valeur nutritive des produits. C'est ainsi qu'en Suisse une partie des poules pondeuses sont éliminées dans des installations de biogaz après avoir été abattues même si leur viande est tendre et que l'on pourrait nourrir presque toute la population de Wintherthour avec la chair de ces volailles. Un exemple particulièrement choquant des prétendues «exigences qualitatives» est le diktat pendant des décennies de la couleur de la viande de veau. En Suisse, d'après les organisations de protection des consommateurs, chaque année plus 2 millions de tonnes de denrées alimentaires ne sont pas consommées, c'est-à-dire 300 kg/personne. Rien que dans les ménages, 700 000 tonnes d'aliments atterrissent à la décharge! L'énorme offre de marchandises et le fanatisme de la «fraîcheur» entraînent l'élimination de quantités considérables d'aliments.

Sous-produits animaux

Une fois abattu, un tiers de la carcasse d'un porc est jetée, chez une vache c'est même la moitié. En Suisse, on produit chaque année 450 000 tonnes de viande, dont 220 000 tonnes de sous-produits animaux qui sont éliminés ou incinérés après l'expérience de l'ESB et l'interdiction totale des farines animales dans l'alimentation des animaux de rente. Bien sûr il ne s'agit pas de remettre en cause l'interdiction du cannibalisme, c'est-à-dire de nourrir une espèce animale avec de la farine issue de ses congénères comme cela a été le cas jusqu'en 1990. Mais le gaspillage extrême aujourd'hui des ressources que sont les «sous-produits animaux» devrait inciter à réfléchir à une utilisation plus intelligente que l'incinération! En effet, l'interdiction des farines animales concourt à ce que l'importation des aliments concentrés qui est douteuse du point de vue écologique, ait tellement augmenté au cours de la décennie écoulée.

Demande de morceaux nobles

La Suisse importe la moitié de sa consommation de mouton d'Australie et de Nouvelle-Zélande avec et sans morceaux nobles. Ces pays abattent chaque année plus 2 millions de moutons. Les parties moins nobles des carcasses sont envoyées en Asie. Des observations semblables – concentration des importations de viande sur les morceaux nobles – peuvent être faites pour le bœuf et la volaille. Dans l'intervalle, la demande croissante de morceaux nobles de la part des consommateurs suisses au pouvoir d'achat fort représente un véritable problème. La mise en valeur des restes d'un animal élevé et abattu en Suisse devient de plus en plus difficile.

Les parts de viande «de moindre valeur» devant être déclassées et vendues ou exportées à un prix inférieur à leur valeur, les bouchers demandent des prix excessifs pour les morceaux nobles des animaux indigènes et rentrent quand même dans leurs frais. Tout cela les rend moins compétitifs face aux importations. En outre, pour satisfaire cette demande de morceaux nobles, il faut engraisser et sacrifier davantage d'animaux. L'élevage essaie d'en tenir compte en misant sur des lignées avec fortes proportions de morceaux nobles ce qui entraîne rapidement des influences négatives sur le bien-être animal et la santé des animaux.